



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Hors commission



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Fonds de solidarité pour le logement - Actions Logement 2018 - Attribution de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI).

Par délibération n°15096 en date du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a décidé de confier la gestion financière et comptable du FSL à la CAF de l'Hérault et d'approuver les modalités du partenariat avec la CAF tel que défini par convention. La présente délibération vise, à la suite de la précédente, à entériner les concours financiers apportés par le FSL aux opérateurs portant les aides indirectes du FSL.

En effet, le Fonds de Solidarité Logement s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également comme prévu par les textes sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Pour rappel, le FSL est un « pot commun » alimenté de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation d'autres contributeurs partenaires : fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, CAF....

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions territoriales mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes et les territoires dans des démarches participatives et partenariales. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi apporter son soutien aux associations et organismes qui œuvrent dans ces domaines.

Ces actions concernent plusieurs domaines d'intervention :

- *Animer des ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés au logement ;
- *Mettre en œuvre des mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant divers types de mesures en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, accédants et propriétaires ;
- *Mener des actions de rénovation*, dans un but de réhabilitation des logements, ou de favoriser la maîtrise de leur consommation de fluides et de lutter contre les impayés d'énergie et d'eau ;
- *Mener des actions de médiation*, avec une recherche de conciliation entre bailleurs et locataires autour de la décence des logements et des conditions d'habitation ;
- *Et gérer des appartements pour accéder à un hébergement d'insertion et de logement adapté*. Il s'agit de la prise à bail et de la gestion de logements par des opérateurs dans le parc public ou privé de type appartements relais, hôtel social ou sous location à bail glissant ou sous location simple pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Elles ont concerné 1 712 ménages en 2017 pour le territoire métropolitain.

Le budget prévisionnel 2018 du FSL métropolitain doit permettre de soutenir une vingtaine de structures au total en référence aux actions conduites antérieurement sur le territoire de la Métropole sous pilotage du Département compétent jusqu'au 31/12/2017. La délibération concerne 18 premiers organismes pour lesquels il est possible de statuer pour un montant total de subventions attribuées de 1 223 237 €. Le détail des subventions est annexé à la présente délibération. Les propositions concernant le CCAS de Montpellier et l'association ISSUE CORUS, au regard des projets portés, feront l'objet d'une présentation en Conseil de février 2018.

Les actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit d'accession à un logement ou de maintien dans celui qu'ils occupent mais de manière plus favorable. Elles ont vocation à intervenir en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire métropolitain.



Les conventions proposées à l'approbation du Conseil ont pour objet de définir les obligations réciproques des parties en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement d'actions d'accompagnement au profit des publics définis dans le règlement intérieur du dispositif. Elles définissent également les méthodes et outils d'évaluation des actions sur un plan quantitatif, qualitatif et financier. Ces conventions seront signées pour un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver l'attribution du concours du FSL pour un montant global d'aide de 1 223 237 € aux opérateurs tel que détaillé en pièce annexe ;
- de dire que les paiements seront crédités sur le compte des opérateurs par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole en vertu de la délibération n°15096 du Conseil Métropolitain du 20 décembre 2017 ;
- d'autoriser M. le Président à signer les conventions à intervenir avec chacune des structures subventionnées ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe délib tableau 18 Assos FSL.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

